

Qui a peur d'une monnaie nationale pour le Sénégal ? Courte foire aux questions

Par Ndongo Samba SYLLA

Depuis que le candidat à la présidentielle Bassirou Diomaye Faye a évoqué l'idée d'une monnaie nationale, les réactions catastrophistes et démagogiques, typiques de l'esprit françafricain, n'ont cessé de pleuvoir. Beaucoup d'experts autoproclamés et de « gens d'expérience » ont dit des choses - qu'ils ne maîtrisaient pas ou de nature biaisée - dans le seul but de défendre le statu quo économique et monétaire. De mon point de vue, cette proposition courageuse et lucide est salutaire pour le Sénégal compte tenu de son nouveau statut de pays exportateur d'hydrocarbures, du bilan désastreux de la zone franc et de la chimère qu'est le projet de monnaie unique CEDEAO. Nonobstant la tentative de [sabotage](#) des présidents Emmanuel Macron et Alassane Ouattara, ce dernier projet revient à dire : voulez-vous du naira comme monnaie unique régionale ? Il ne s'agit pas pour moi de réitérer mon [plaidoyer](#) pour une monnaie nationale sénégalaise mais plutôt de répondre à des questions que la plupart de nos compatriotes soucieux de progrès économique pour eux-mêmes et les futures générations ne peuvent manquer de se poser.

Avoir une monnaie nationale est-ce quelque chose d'exceptionnel ?

Non, c'est la norme partout à travers le monde. Tous les pays africains disposent de leur propre monnaie nationale, à l'exception des quatorze pays qui utilisent le franc CFA. Soit un total de 40 pays souverains sur 54. Même s'il est nominale national, le franc comorien fonctionne comme le franc CFA car il est sous le contrôle du Trésor français.

Les unions monétaires rassemblent des États souverains qui partagent une même devise émise par une banque centrale commune. Elles ont connu leur apogée dans la période coloniale. Il n'en existe que quatre aujourd'hui : le bloc CFA en Afrique de l'ouest ; le bloc CFA en Afrique centrale ; l'Union monétaire des Caraïbes Orientales ; la zone euro. La zone euro est la seule union monétaire en activité qui ait vu le jour dans la période « postcoloniale ». D'ailleurs, selon Benjamin Cohen, la zone euro est une [anomalie historique](#) : « Jamais auparavant, dans l'histoire moderne, un groupe d'États totalement indépendants n'a volontairement accepté de remplacer les devises nationales existantes par un type de devise nouvellement créé. »

Au total, c'est moins de 7 % de la [population mondiale](#) qui vit dans une union monétaire. Le principe « un État, une monnaie » est donc la norme. Les unions monétaires sont l'exception.

Une monnaie nationale est-elle une démarche aux antipodes du panafricanisme ?

Non. La monnaie étant la créature et l'instrument d'un État, une cohérence s'impose : soit elle est nationale, soit elle est fédérale. La vraie « balkanisation » n'est pas dans la pluralité monétaire, qui est rationnelle tant que la politique économique demeure au niveau national, mais dans l'absence de coordination en matière diplomatique, militaire, industrielle, de vente des matières premières, etc.

Ceux qui pensent que battre monnaie va à l'encontre de l'intégration africaine devraient songer à laisser la politique budgétaire et fiscale de leur pays être décidée par un pays tiers... au nom du « panafricanisme » ! Un État qui n'est pas prêt à se dissoudre dans un ensemble politique plus large, et à renoncer à sa souveraineté fiscale, ne devrait pas se priver de sa monnaie nationale.

En attendant d'avoir un État fédéral régional ou continental, il est possible d'avoir un système de monnaies nationales solidaires, comme l'ont défendu Samir Amin, Joseph Tchundjang Pouemi et Mamadou Diarra.

Pourquoi battre monnaie est-il associé à la souveraineté politique ?

Citons feu l'économiste britannique Wynne Godley qui écrivait en 1992 :

« Le pouvoir d'émettre sa propre monnaie, de faire des tirages sur sa propre banque centrale, est l'élément principal qui définit l'indépendance nationale. Si un pays abandonne ou perd ce pouvoir, il acquiert le statut de collectivité locale ou de colonie. » Wynne Godley, Maastricht and All That, London Review of Books, 1992

La monnaie doit-elle être adossée à quelque chose, à l'or par exemple ?

Depuis le début des années 1970, nous vivons dans un monde de monnaies fiduciaires. Les monnaies existantes ne sont adossées à aucun métal. Leur valeur découle de la puissance des États qui les émettent, et notamment de leur capacité à prélever des impôts et taxes dans leur unité de compte. La notion de « viabilité » d'une monnaie ne fait pas grand sens. Ce qui « garantit » la « viabilité » d'une monnaie est ce qui garantit la viabilité d'un État. Tout État qui s'estime viable sur les plans économique et institutionnel devrait être capable de battre monnaie.

Le Franc CFA est-il une monnaie indépendante ?

Non. C'est une monnaie créée par le Ministère français des Finances en 1945 et qui est toujours sous son contrôle. Les banques centrales qui émettent le franc CFA n'ont donc jamais eu d'expérience de gestion d'une monnaie indépendante de l'ancien colonisateur et qui évolue en régime de change flexible.

Même si les officiels français parlent de soixante-quatre ans de « coopération monétaire » (1960-2024) à propos du Franc CFA, ils n'ont jamais appris aux deux banques centrales de la zone franc comment fabriquer elles-mêmes leurs billets de banque et leurs pièces de monnaie. Ce qui se comprend. L'impression des signes monétaires de la zone franc constitue pour la Banque de France « près de la moitié de son plan de charges sur l'avenir », [selon un de ses cadres](#).

La France garantit-elle le Franc CFA ?

On entend souvent dire que c'est la France qui « garantit » le franc CFA. C'est une vue de l'esprit. La « garantie » est une promesse de prêt du Trésor français vis-à-vis des deux banques centrales qui émettent les francs CFA. Or, le système franc CFA est paramétré pour que cette « promesse », cette « garantie », ne soit jamais mise à exécution. Résultat, au lieu que le Trésor français prête des devises aux deux banques centrales, c'est le [contraire qui a prévalu](#) de 1960 à 1980 et de 1994 à aujourd'hui. Autrement dit, ce sont les pays africains qui mettent à la disposition du Trésor français une partie de leurs devises à des taux avantageux.

Les pays CFA et leurs élites sont-ils si aliénés au point de ne pouvoir jamais envisager leur indépendance vis-à-vis du Trésor français ?

Oui, jusque-là. Les 14 pays qui utilisent le franc CFA ont une population de plus de 200 millions. Leurs dirigeants, leurs financiers et économistes pour la plupart, ont considéré jusque-là qu'ils sont incapables de faire quoi que ce soit sans le Trésor français qui, pourtant, ne leur

apporte rien...sinon une discipline collective qui s'est avérée ruineuse sur le plan économique sur le long terme.

Par contraste, notons que les Seychelles avec 100 mille habitants ont une monnaie nationale qui évolue en régime de change flexible. Leurs taux d'intérêt directs sont parmi les plus faibles au monde malgré les nombreux chocs que subit le pays. De 1976 à 2022, les Seychelles n'ont eu une balance commerciale excédentaire qu'une seule fois : en 2003 ! Une expérience à méditer pour ceux qui disent que le Sénégal ne peut pas avoir de monnaie nationale tant qu'il n'aura pas de surplus commerciaux ! En 1960, les Seychelles avaient un revenu réel par habitant trois fois supérieur à celui du Sénégal. En 2022, l'écart est passé de trois à dix.

Le Franc CFA est-il compatible avec la souveraineté nationale ?

Non. La preuve est que le système franc CFA peut être utilisé par la France et ses alliés africains pour asphyxier financièrement les gouvernements dissidents, en leur privant l'accès à leurs comptes auprès de la banque centrale et au marché financier régional. En 2011, la Côte d'Ivoire, sous Laurent Gbagbo, a été victime de [ces mesures illégales](#) tout comme le Mali, sous Assimi Goïta, en 2022 et le Niger depuis juillet 2023. Ce type de sanction est impossible à mettre en œuvre dans les pays qui disposent de leur monnaie nationale.

Instrument de protection des intérêts français, le franc CFA est donc également un outil de répression contre les dirigeants qui ne se plient pas à la discipline française.

Le Franc CFA a-t-il facilité le commerce entre ses pays membres ?

La réponse est non. [Entre 1995 et 2021](#), les échanges au sein de la CEMAC sont de l'ordre de 1,5 % du commerce extérieur des pays membres malgré le partage d'une même monnaie depuis 1945. Le commerce intra-zone est plus élevé en zone UEMOA (13,6% sur la même période), du fait notamment des spécialisations économiques différentes et de la dépendance des pays enclavés vis-à-vis des pays côtiers.

Le Franc CFA est-il surévalué ?

Oui. Le franc CFA est né surévalué, c'est-à-dire sa valeur externe ne se justifie pas au regard des caractéristiques économiques des pays qui l'utilisent. Cette surévaluation est chronique. Dans le tome 3 de son histoire de l'UMOA, page 47, la BCEAO note que le franc CFA a été surévalué dans tous les pays membres selon des proportions variables entre la fin des années 1960 et 1994. Ce qui, selon son propre constat, a « fortement entamé la compétitivité de la zone dans la mesure où les coûts de production restaient élevés ».

Une monnaie surévaluée agit comme une subvention pour les importations et comme une taxe sur les exportations. Ali Zafar, ancien économiste de la Banque Mondiale, dans un récent [ouvrage](#), montre que le franc CFA demeure encore largement surévalué. Utiliser le franc CFA, selon lui, c'est comme courir un marathon avec un frigo sur le dos.

Les déficits commerciaux chroniques des pays de l'UEMOA ont donc partie liée avec le système CFA qui pénalise leur compétitivité et les prive de financements, tout ceci au nom de la défense de la parité vis-à-vis de l'euro.

Le Franc CFA a-t-il favorisé l'attractivité économique des pays qui l'utilisent ?

Non. Jusqu'en 2018, le Ghana, dont la monnaie, le cedi, est réputée moins stable que le franc CFA, a enregistré un stock d'investissements directs étrangers (IDE) entrants supérieur à celui de tous les pays de l'UEMOA réunis. En Afrique centrale, en termes de stock d'IDE entrants, le Congo est le seul pays de la zone franc plus « attractif » que la République démocratique du Congo dont la monnaie est dollarisée.

Toutefois, les pays CFA font souvent face à des taux d'intérêt moins élevés sur les marchés financiers internationaux comparés à la plupart de leurs homologues. Cet avantage apparent pose problème : pourquoi ces pays qui se sont surendettés dans les années 1980 au point de forcer en 1994 une dévaluation – évitable si la France avait activé sa « garantie » – sont si prompts à se réendetter en monnaie étrangère ? En fait, dans le cas de l'UEMOA, tous les pays membres sauf la Côte d'Ivoire, pour certaines années, ont des balances commerciales et des balances courantes déficitaires : ils perdent des devises. Cette situation ne peut durablement coexister avec un régime de parité fixe immuable qu'à la condition de mettre le frein sur le crédit intérieur et de renforcer la dépendance financière vis-à-vis de l'extérieur (s'endetter en monnaie étrangère et attirer vaille que vaille l'investissement direct étranger).

Les deux blocs franc CFA sont-ils des « zones monétaires optimales » ?

La littérature sur les « zones monétaires optimales » s'intéresse aux conditions idéales qui font de l'unification monétaire une alternative plus avantageuse au plan microéconomique (réduction des coûts de transaction) que l'usage de monnaies nationales. Aucune étude ne montre que les deux blocs CFA répondent chacun à la définition d'une zone monétaire optimale. Comme l'expliquent les [économistes](#) Christina Laskaridis et Jan Toporowski, « La plupart des auteurs qui [ont étudié cette question] concluent que la zone franc ne peut être évaluée en termes de zone monétaire optimale [...] Les raisons de la création et de la pérennité de la zone franc s'expliquent plus adéquatement par des motifs politiques que par des motifs économiques ».

Autrement dit, l'UEMOA et la CEMAC n'ont pas de justification économique. C'est la politique (la « Françafrique) qui explique leur survivance.

Rappelons que la zone franc (en réalité « zone du franc français ») a été créée pour permettre à la France de s'ajuster dans un monde dominé par le « privilège exorbitant » du dollar américain.

Le paradoxe, et ce n'est pas l'un des moindres : bien que les pays de l'UEMOA fassent déjà partie d'une zone monétaire, ils ont jusque-là échoué à remplir collectivement les critères pour faire partie de la zone monétaire entrevue par la CEDEAO !

Le Franc CFA a-t-il permis une « stabilité monétaire » ?

Oui. C'est là l'argument majeur des partisans du franc CFA qui auraient connu une dépréciation de sa valeur externe et interne plus limitée que la plupart des pays africains. Ceci est une conséquence de l'arrimage à l'euro. L'escudo cap-verdien arrimé à l'euro a donné des résultats similaires sur ce point précis. Les pays CFA n'ont donc aucun mérite pour cela. Le Franc CFA, c'est de l'euro déguisé. C'est pourquoi il est logiquement « prisé » des pays voisins. Il est même ridicule de se vanter de cet état de fait. Selon les données de la Banque mondiale, entre 1996 et 2019, le Sénégal a eu en moyenne annuelle un taux d'inflation (mesuré par l'indice des prix à la consommation) de 1,3%, le même que la France. À l'échelle mondiale, le Sénégal n'a été « devancé » que par le Japon, pays dans une situation de léthargie économique depuis les années

1990. La plupart des pays dynamiques comme la Chine, la Corée du Sud, la Malaisie, le Brésil, etc. ont connu des taux d'inflation supérieurs à celui du Sénégal. Qui peut croire que cette « exception sénégalaise » est due à une quelconque maîtrise économique ? Un ami économiste espagnol a l'habitude de dire que les pays CFA utilisent l'euro mais sans être invités à la table au niveau de la Banque centrale européenne.

[Peter Doyle](#), ancien économiste du FMI, a donné l'exemple de l'Eswatini (ex Swaziland) qui a un taux de change fixe avec la monnaie sudafricaine. Dans les années 1960, l'Eswatini avait environ le même niveau de revenu réel par habitant que le trio Niger, Burkina Faso et Mali. 50 ans plus tard, l'Eswatini, avec des taux d'inflation comparativement plus élevés, a enregistré un niveau de réel par habitant cinq fois supérieur.

Le Franc CFA a-t-il favorisé le développement économique ?

[Non](#). La Côte d'Ivoire est le pays le plus grand par la taille économique dans la zone franc. Selon les indicateurs de la Banque mondiale, son meilleur niveau de PIB réel par habitant remonte à 1978, niveau qui n'a toujours pas été « rattrapé ». Les sept autres pays de l'UEMOA sont classés parmi les Pays les Moins Avancés (PMA), catégorie créée dans les années 1970. Le Sénégal a rejoint cette catégorie en 2000 et n'en est toujours pas sorti. En effet, c'est en 2014 que le Sénégal a retrouvé son meilleur niveau de PIB réel par habitant qui date de 1961. Quant au Niger, son PIB réel par habitant de 2022 est inférieur de 37% à son meilleur niveau qui date de 1965 ! La Guinée-Bissau, ex-colonie portugaise a obtenu son meilleur niveau de PIB réel par habitant en 1997, année de son entrée dans l'UEMOA. Depuis lors, son appauvrissement a été le prix à payer pour mettre fin à son record impressionnant d'instabilité macroéconomique et politique !

En Afrique centrale, le Gabon a actuellement un niveau de PIB réel par habitant inférieur de presque de moitié à son meilleur niveau qui date de 1976. Le Cameroun n'a pas encore « retrouvé » son meilleur niveau de PIB réel par habitant qui remonte à 1986. La Guinée équatoriale, petit pays pétrolier, qui a connu des taux de croissance économique monstrueux à la fin des années 1990 jusqu'au milieu des années 2000 a vu son revenu réel par habitant diminuer de 59 % entre 2008 et 2018, alors que le pays n'est pas en guerre ou sous sanction...mais, par contre, utilise une monnaie arrimée à l'euro : le franc CFA.

Y a-t-il des pays pétroliers qui ont fixé leur monnaie à l'euro ?

Le FMI [publie](#) chaque année la classification des régimes de change et des cadres de politique monétaire à travers le monde. On constate que les seuls pays pétroliers et gaziers au monde à avoir fixé leur monnaie uniquement à l'euro sont les pays CFA. Ce « choix » qui défie le bon sens économique et qui est contraire aux intérêts de ces pays s'explique par des raisons politiques – la France a toujours voulu avoir un contrôle sur ses ex-colonies et avoir la possibilité d'acheter leurs ressources dans sa monnaie dans un monde dominé par le dollar américain. La conséquence, notamment pour les pays pétroliers en Afrique centrale, est la création de [rentes](#) pour le secteur financier français : ces pays sont dans l'obligation de convertir en euro la moitié de leurs réserves officielles de change et de les déposer auprès du Trésor français...alors que l'essentiel de leur commerce extérieur est libellé en dollar.

L'erreur qui est souvent commise est de considérer uniquement la destination géographique des échanges extérieurs et d'ignorer la monnaie dans laquelle ils sont facturés. Dans le cas du Sénégal et de ses homologues de l'UEMOA, la zone euro n'est pas la première destination à

l'exportation mais la principale source d'approvisionnement. Ce qui s'explique : l'arrimage à l'euro fonctionne comme une « préférence commerciale » pour les produits européens et empêche le taux de change de jouer son rôle [d'amortisseur des chocs](#).

Dans tous les cas, plus de 75 % du commerce extérieur de ses pays se passe dans des devises autres que l'euro et cette tendance va s'accroître avec l'exploitation d'hydrocarbures dans des pays comme le Sénégal et le Niger.

La parité fixe à l'euro est un legs colonial. C'est la contrepartie de l'inexistante « garantie » française, soit un moyen pour Paris de continuer à avoir [son mot à dire](#) dans les affaires économiques, monétaires et politiques de ses anciennes colonies.

Est-il possible de se développer avec le Franc CFA ?

Jusque-là, la [réponse est négative](#). Sur le long terme, la plupart des pays CFA ont soit décliné ou stagné sur le plan économique. La surévaluation du franc CFA, la rigidité de la parité fixe, les saignées financières que subissent ces pays et l'absence de financements adéquats sont autant de handicaps à déplorer. Un exemple édifiant est le suivant : au Sénégal, le secteur primaire – agriculture, élevage, pêche - qui occupe une proportion significative de la population active ne reçoit annuellement au titre des crédits bancaires de plus d'un an que 24-25 milliards de francs CFA. Oui, [24 et 25 milliards](#) francs CFA. À titre de comparaison, les prêts que la BCEAO accorde à son personnel (plus de 3000 personnes) ont baissé en 2022 pour atteindre un peu moins de [43 milliards](#) de francs CFA.

Epilogue....

Bref, rester dans le franc CFA c'est souscrire une assurance sous-développement (d'autant plus qu'on ne connaît pas de pays du Sud qui se soit développé en restant dans une union monétaire non fédéraliste et de surcroît contrôlée par l'ex-puissance coloniale). En sortir n'est pas promesse de développement. Tout dépend du [modèle économique](#), comme les deux plus grands économistes africains à avoir réfléchi sur ces questions, Samir Amin et Joseph Tchundjang Pouemi, n'ont eu de cesse de le dire en leur temps.

Le propos est déjà long. Beaucoup d'autres choses pourraient être dites, notamment sur l'impossibilité d'une [politique financière cohérente](#) dans le cadre de la zone franc et la responsabilité du système monétaire et financier vis-à-vis du lancinant problème du chômage. Au fond, qu'est-ce que le chômage ? Si l'on part de l'idée qu'il décrit la situation de personnes désireuses de louer leurs services de travail en échange de la monnaie émise par l'État, on comprend dès lors que quand la masse monétaire est artificiellement restreinte pour défendre une parité fixe...on crée nécessairement du chômage. Comme l'écrit l'économiste américain [Randall Wray](#) :

"Il existe de solides arguments éthiques contre l'utilisation de la pauvreté et du chômage comme principaux outils politiques pour atteindre la stabilité des prix et des taux de change - d'autant plus que les coûts de la pauvreté et du chômage ne sont pas répartis de manière égale au sein de la population. Et même si la stabilité des prix et de la monnaie est désirable, il est douteux que l'on puisse le défendre comme un droit humain au même titre que le droit au travail."

Comme on le dit souvent, on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif. De la même manière, on ne peut libérer un esclave satisfait de sa servitude sucrée.